



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUR LES PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉS À
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 26 AVRIL 2018

- | | | |
|-----------|---|------------|
| 1. | De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire | 142 |
| 2. | De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire | 144 |



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES PROJETS DE RÉOLUTIONS PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 26 AVRIL 2018

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale pour soumettre à votre approbation les projets de résolutions que nous vous présentons ci-après.

Vous entendrez, préalablement à votre vote, la lecture des rapports des commissaires aux comptes, Monsieur Jean-Charles SIMON, représentant le Cabinet KPMG Audit

et Madame Amélie WATTEL, représentant le Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit, commissaires aux comptes titulaires, sur ces projets de résolutions.

Les rapports des commissaires aux comptes ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

1. De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIÈRE À TROISIÈME RÉOLUTION

Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017, résultat de l'exercice et proposition d'affectation

Nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils vous sont présentés et vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2017 qui se monte à 19 081 686,69 euros, ce qui, augmenté du report à nouveau antérieur de 379 901 312,31 euros, constitue un montant disponible de 398 982 999 euros, ainsi qu'il suit :

En euros

Aux actionnaires, un dividende brut de 1,40 euro par action	19 646 102,00
Au poste report à nouveau	379 336 897,00
TOTAL	398 982 999,00

Le dividende global brut revenant à chaque action serait fixé à 1,40 euros.

Lorsque le dividende est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code Général des Impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13 et 158 du Code Général des Impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Le dividende serait payé le 16 mai 2018 directement aux actionnaires (en minuscule) qui sont titulaires d'actions inscrites dans un compte nominatif pur ou aux intermédiaires financiers chargés de la gestion des actions au porteur ou inscrites en compte nominatif administré, par l'intermédiaire de Caceis.

La date de détachement du coupon serait fixée au 14 mai 2018.

Il sera précisé que les sommes correspondant au dividende non versé sur les actions propres détenues par la Société

au jour du détachement du coupon seront affectées au report à nouveau.

QUATRIÈME ET CINQUIÈME RÉOLUTION

Approbation des conventions et engagements visés par les articles L. 225-38 et suivants du code de commerce

Nous vous demandons d'approuver et de prendre acte des conventions et engagements réglementés présentés dans le rapport spécial des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-40 du code de commerce.

SIXIÈME À DIX-NEUVIÈME RÉOLUTION

Composition du Conseil d'Administration

Nous vous rappelons que les mandats de la totalité des 12 administrateurs composant le Conseil d'Administration arrivent à échéance à l'issue de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Nous vous proposons de renouveler les mandats des 12 administrateurs : Mesdames Clare CHATFIELD, Dominique DAMON, Béatrice GIRAUD, Martine LIAUTAUD et Pascale WITZ et de Messieurs Alex BONGRAIN, Armand BONGRAIN, Pascal BRETON, Xavier GOVARE, Jean-Yves PRIEST, Ignacio OSBORNE et Jean-Michel STRASSER et de nommer Monsieur Christian MOUILLON et la société Savencia Holding en qualité d'administrateur pour une période d'un an soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2019 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Christian MOUILLON

Christian Mouillon, diplômé de l'ESCP Europe, expert comptable et Commissaire aux Comptes, a exercé toute sa vie professionnelle au sein du Cabinet EY (Ernst & Young).

En tant qu'associé EY il a été notamment Vice-Président Exécutif Mondial, en charge des activités audit et advisory, audit et risk management.

Il exerce aujourd'hui des fonctions de conseil financier au sein d'une société spécialisée en évaluation financière ; il est également Président de la Fondation ESCP Europe et Administrateur de l'International Valuation Standard Council (IVSC).

VINGTIÈME À VINGT-DEUXIÈME RÉSOLUTION

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé au Président du Conseil d'Administration, au Directeur Général et au Directeur Général Délégué

Conformément aux dispositions du code de commerce, il vous est demandé d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice écoulé en raison de leur mandat à Messieurs Alex BONGRAIN, Président du Conseil d'Administration, Jean-Paul TORRIS, Directeur Général et Robert BRZUSZAK, Directeur Général Délégué, tels que présentés dans le Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise (paragraphe 1.3).

VINGT-TROISIÈME RÉSOLUTION

Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'Administration au Directeur Général et au Directeur Général Délégué

Conformément aux dispositions du code de commerce (article L. 225-37-2) il vous est demandé d'approuver les principes et critères de détermination, de répartition et

d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération et les avantages attribuables au Président du Conseil d'Administration Monsieur Alex BONGRAIN, au Directeur Général Monsieur Jean-Paul TORRIS et au Directeur Général Délégué Monsieur Robert BRZUSZAK, pour l'exercice 2018.

VINGT-QUATRIÈME RÉSOLUTION

Enveloppe des jetons de présence

Nous vous rappelons que l'enveloppe annuelle de jetons de présence, d'un montant maximum de 400 000 €, n'a pas été augmentée depuis l'Assemblée Générale du 28 avril 2004. Nous vous proposons de porter le montant maximum à 600 000 € à compter de l'exercice 2018 et jusqu'à décision contraire.

VINGT-CINQUIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour le rachat par la Société de ses propres actions

Nous vous demandons d'approuver la reconduction pour 18 mois de l'autorisation précédemment donnée au Conseil par l'Assemblée d'avril 2017 pour que la Société puisse procéder au rachat de ses propres actions, et ce à concurrence de 10 % maximum du capital social de la Société au jour du rachat, compte tenu des rachats effectués au cours des exercices antérieurs.

Ces rachats pourront être effectués pour les objectifs ci-après, conformément à la réglementation en vigueur :

- la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ;
- la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- l'annulation de tout ou partie de ces actions ;
- l'animation du marché des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers ;
- la conservation de ces actions et leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe.

Le montant maximum des fonds consacrés à ce programme de rachat serait de 196 461 020 euros, le prix maximum d'achat des actions ne devant pas être supérieur à 140 euros par action.



2. De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

VINGT-SIXIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes et/ou autres sommes

Nous vous demandons de renouveler l'autorisation conférée au Conseil d'Administration, en vue d'augmenter le capital, à concurrence de 5 000 000 € maximum nominal, précédemment donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 avril 2016.

Cette délégation de compétence consiste pour le Conseil, à pouvoir décider sur sa seule initiative, en fonction de la conjoncture du moment, de procéder à l'augmentation du capital social dans les proportions et aux époques qu'il jugera opportunes par incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, par l'émission et l'attribution gratuite d'actions ou par l'élévation du nominal des actions ordinaires existantes, ou de la combinaison des deux modalités.

Cette délégation, conformément à la loi, sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de 26 mois.

VINGT- SEPTIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires donnant, le cas échéant, accès à des actions ordinaires ou à l'attribution de titres de créance (de la société ou d'une société du groupe), et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires (par la société ou une société du groupe), avec maintien du droit préférentiel de souscription

Nous vous demandons de renouveler l'autorisation conférer au Conseil d'Administration, en vue d'augmenter le capital, à concurrence de 5 000 000 € maximum nominal, précédemment donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 avril 2016.

Cette délégation de compétence consiste pour le Conseil, à pouvoir décider sur sa seule initiative, en fonction de la conjoncture du moment, de procéder à l'augmentation du capital social dans les proportions et aux époques qu'il jugera opportunes, par l'émission, en une ou plusieurs fois d'actions ordinaires, et/ou d'actions extraordinaires donnant droit à l'attribution d'autres actions ordinaires ou de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, à émettre.

En cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence, les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible.

Cette délégation sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de 26 mois.

VINGT-HUITIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression de droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail

En conséquence de la présentation de la résolution précédente, nous vous demandons de renouveler l'autorisation conférée au Conseil d'Administration pour décider de l'opportunité d'ouvrir éventuellement le capital aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire de la Société ou d'entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées au sens des articles L. 225-180 du code de commerce, L. 3344-1 et suivants du Code du Travail, en une ou plusieurs fois, et ce dans les proportions qu'il jugera, à concurrence toutefois d'un montant maximum de 3 % du capital social de la Société.

Cette délégation sera donnée au Conseil d'Administration pour une durée de 26 mois.

Cette délégation de compétence se substituera et remplacera la précédente autorisation donnée au Conseil d'Administration le 20 avril 2016.